

**Nikos PAPADATOS**

*Université de Genève*

[nikospapadatos21@gmail.com]

## L'Union soviétique et la guerre civile grecque : 1944-1949

### 1. Préambule : introduction historiographique

Au cours des dernières années, l'accès à un certain nombre de fonds d'archives, jusqu'à présent inaccessibles, notamment les archives qui proviennent du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, des fonds d'État russe sur l'histoire politique et sociale (RGASPI) et d'autres archives de l'ex-Yougoslavie et de la Bulgarie, ont permis d'éclairer les mécanismes et l'ampleur exacte de l'intervention de l'Union soviétique et de ses alliés dans les affaires grecques de 1944 à 1949. Notre connaissance de la guerre civile grecque et des incidents militaires de 1944 à Athènes a considérablement progressé depuis quelques années. En premier lieu, sur les événements de décembre 1944, l'historiographie actuelle s'est surtout basée sur les sources anglaises et américaines. Fondés principalement sur les archives des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, les ouvrages de John I. Iatridis (1972), de Christophe Chiclet (1987) et de l'ambassadeur MacVeagh (1980) insistaient sur le rôle joué par la Grande-Bretagne et les États-Unis pour expliquer la politique ambivalente des communistes grecs. La politique diplomatique appliquée par Moscou fut analysée en fonction du fameux accord des pourcentages conclu entre Churchill et Staline en octobre 1944. Mais, faute de sources, ces ouvrages ne disaient finalement que peu de choses sur la politique extérieure de l'Union soviétique. Au milieu des années 2000, un historien grec, Nikos Marantzidis, développa un schéma radicalement différent de la guerre civile grecque. Loin d'être le simple effet des accords internationaux entre les grandes puissances, la guerre civile grecque fut analysée du point de vue des intérêts des démocraties populaires. Les escarmouches de la guerre civile grecque

s'expliqueraient alors par le fait que les pays communistes de l'Est, soutenus tacitement par Staline, auraient tenté d'imposer leur politique et leur idéologie sur le territoire grec. Les historiens grecs Stathis Kalyvas (2016) et Kostas Tsivos (2012) se focalisent aussi sur l'aspect de l'aide soviétique. Malgré leur approche fondamentalement différente, ces historiens ignorent complètement l'état de sources ex-soviétiques. En réalité, la politique extérieure de l'Union soviétique fut avant tout une politique russe qui visait à atteindre des objectifs géopolitiques précis.

## **2. Les préparatifs : les Britanniques, les Soviétiques et les communistes grecs**

L'occupation allemande (avril 1941) contribua à la renaissance du Parti communiste de Grèce, marginalisé par la dictature de Métaxas. Il prit la tête de la résistance en fondant une organisation civile de masse en 1941, l'EAM (le Front de libération nationale) et en 1942, l'ELAS (l'Armée populaire de libération hellénique). En 1944 et en janvier 1945, la guerre civile éclata entre l'ELAS et l'EDES (la ligue nationale et démocratique de Grèce), soutenue secrètement par les Britanniques. En janvier 1944, les Soviétiques et les Anglais essayèrent de résoudre en commun le problème de cet antagonisme. Le 2 janvier 1944, Dekanozov, diplomate soviétique, envoya à Molotov la note suivante :

J'ai informé J. Balfour [...] que le gouvernement soviétique est d'accord et soutient la formation d'un front uni de tous les groupes des partisans en Grèce et je lui ai donné un Mémorandum sur cette question. Balfour a déclaré que cette décision était géniale [...]<sup>1</sup>.

Le Mémorandum en question stipulait ce qui suit :

En raison du fait que le gouvernement britannique, sur la base des informations dont il dispose, propose l'unification des forces concurrentielles des groupes de partisans en Grèce, le gouvernement soviétique estime qu'il est approprié de procéder à la mise en place d'un front uni de tous les groupes des partisans en Grèce, afin de renforcer la lutte contre les occupants allemands<sup>2</sup>.

Au moment de la plus âpre bataille entre l'ELAS et l'EDES, le gouvernement exilé au Caire fit appel à une réconciliation « au nom de la patrie », en laissant entendre que le sujet du retour du roi pouvait se résoudre par la voie de l'organisation d'un plébiscite. Les communistes grecs, malgré le fait qu'ils contrôlaient militairement une partie non négligeable du territoire septentrional de la Grèce, devaient prendre en considération les décisions des forces alliées. C'est dans ce contexte qu'une commission soviétique, dirigée par le colonel Grigori Popov, lui-même secondé par le lieutenant-colonel Vassili Chernichev et les majors Viktor Ivanov et Eremei Karamanov, quitta en urgence le GQG de Tito en juillet 1944 afin de rencontrer les dirigeants du KKE. Les pressions de l'ambassadeur Nikolaï Novikov sur le professeur Svolos, président du Comité politique de libération nationale (PEEA)<sup>3</sup>, Ioannidis et

---

1 Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie (AVP RF), 84/27/136/6, f. 7.

2 AVP RF, 84/27/136/6, f. 8.

3 Le PEEA fut créé le 10 mars 1944.

Petros Roussos, tous deux membres du CC du KKE et députés du Conseil national du PEEA du Pirée, furent à l'origine de la transformation totale de la stratégie du KKE à la veille de l'acceptation de l'accord du Liban. En mai 1944, le congrès du Liban posa les jalons d'un gouvernement d'unité nationale. Petros Roussos, en rentrant du Caire, présenta aux communistes grecs la position soviétique à l'égard de l'accord du Liban :

Il n'est pas juste de dire que le conseil donné [par Novikov] est l'opinion du gouvernement soviétique. C'est l'avis personnel de l'ambassadeur qui [nous] l'a donné après avoir consulté son gouvernement<sup>4</sup>.

Le 12 octobre 1944, les Allemands évacuèrent Athènes. Le 18 octobre 1944, Georges Papandreou arriva dans la capitale grecque en tant que Premier ministre du gouvernement grec, conformément aux accords du Liban et de Caserte. Le 26 septembre 1944, le KKE accepta de placer la totalité des forces de l'ELAS sous les ordres du général Scobie. Le 28 novembre, Papandreou publia un décret portant sur la démobilisation générale des forces armées « officielles », à savoir les effectifs de l'EDES et de l'ELAS. Les communistes refusèrent ce plan et attisèrent la situation en participant à la grève du 4 décembre 1944, qui fut violemment réprimée par l'organisation d'extrême droite « X » commandée par le colonel Gonatas. Suite à ces événements, la diplomatie soviétique prépara un « projet de résolution », écrit par Dekanozov, qui, entre autres, stipulait :

J'ai reçu l'information du gouvernement britannique portant sur les événements actuels en Grèce... De nombreux rapports de la presse anglaise et américaine au sujet de ces événements, le récent débat dans la Chambre des communes à propos du grand nombre des protestations, lesquelles arrivent au gouvernement soviétique par des organisations grecques du monde entier, décrivent la situation en Grèce de telle sorte que le gouvernement soviétique craint que les événements en Grèce puissent causer des dommages considérables aux efforts militaires et à l'unité des alliés<sup>5</sup>.

Le gouvernement britannique visait à empêcher « un coup d'État communiste<sup>6</sup> » et intervint militairement. Or, la détermination britannique compliqua sa position internationale : par le biais du projet de résolution susmentionné, les Soviétiques mirent à jour deux questions de haute importance : tout d'abord la possibilité de la désintégration de l'unité des alliés, un commentaire qui visait à provoquer la réaction américaine en vue « d'isoler » diplomatiquement Londres. En même temps, ils sous-entendaient qu'une telle action unilatérale pourrait créer un *quid pro quo* équivalent en Pologne. Grâce aux archives bulgares, et plus précisément la correspondance entre Georgi Dimitrov et le Secrétaire général du Parti grec, Georgios Siantos, nous pouvons mettre en évidence le jeu diplomatique de l'URSS.

4 Archives du PEEA, 43e rencontre. Le 25 juillet 1944.

5 AVP RF, 84/27/136/6, f.59.

6 La terminologie « coup d'État communiste » fut utilisée par les diplomates anglais et les fonctionnaires du *Special Operations Executive*. Voir par exemple : Archives du SOE, 286/11/70.

Le 15 décembre 1944, Spiridonov-Kostov transmet à Siantos l'information suivante :

Roussos est parti il y a quelques jours. Le Grand-père [Dimitrov] conseille de continuer la lutte. Nous faisons tout notre possible<sup>7</sup>.

Cette source est aussi confirmée par les archives du RGASPI :

Dans les archives de la Commission de la politique extérieure du CC du Parti bolchevique se trouve un télégramme de Spiridonov-Kostov envoyé au camarade Dimitrov le 20 décembre 1944 dans lequel il dit que « Siantos te remercie pour le conseil. Il dit qu'il va continuer la guerre du peuple tout entier pour la liberté et l'indépendance du pays »<sup>8</sup>.

Cette source montre clairement que les Soviétiques encouragèrent les communistes grecs à entreprendre une « protestation » militaire à Athènes en vue d'atteindre les objectifs suivants : faire passer le message par procuration aux Anglais que le contrôle de la Grèce supposait l'abandon de la Pologne ; protéger dans la mesure du possible les « démocraties populaires » en gestation (l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie et surtout la Yougoslavie) ; convaincre les communistes grecs que la révolution ne pouvait se réaliser que par le recours aux conseillers soviétiques. En même temps, la diplomatie soviétique reçut plusieurs informations de Belgrade où se trouvait Andreas Tzimas, le représentant du PEEA en Yougoslavie<sup>9</sup>. En 1944, Dento (Dimitrov) était à Moscou. Walter (Tito) lui envoya le télégramme suivant envoyé plus tôt par Siantos, le premier secrétaire du K.K.E :

26.12.1944 – ils nous informent d'Athènes.

La tension continue. Après des combats incessants de 36 heures, certains départements d'officiers britanniques qui se trouvaient à Kifissia furent tués. 600 soldats furent capturés et, parmi eux, le siège de l'aviation anglaise, un brigadier, chef du secteur de l'aviation. Aussi, ont-ils confisqué sept canons, beaucoup de fusils, de munitions et d'autres matériels. Un avion et deux chars furent frappés. Les Anglais, qui avaient pénétré dans certains endroits du côté sud d'Athènes, furent repoussés suite à une contre-offensive de l'ELAS et subirent de grandes pertes. [...]. Siantos, le 23 décembre<sup>10</sup>.

À la lumière des sources précitées, nous pouvons soutenir que la conférence de Moscou (octobre 1944), nommée aussi « accord des pourcentages »<sup>11</sup>, n'a fait qu'entériner partiellement les décisions antérieures du janvier 1944. Contrairement à une idée largement dominante dans l'historiographie actuelle, « l'accord des pourcentages » n'était pas le facteur décisif qui marqua indélébilement le destin de la Grèce. Cet accord offrait simplement aux Anglais et aux Soviétiques la possibilité de s'occuper exclusivement des zones de première priorité sans se consacrer le moins du monde à un partage définitif des zones d'influence. Le 4 février 1945, la conférence de

7 Archives bulgares d'État (TsPA), 1/7/199.

8 Archives de l'histoire sociale et politique de la Fédération de Russie (RGASPI), 82/2/1187, f. 106.

9 RGASPI, 495/74/176. Document en russe.

10 Archives de Serbie-et-Monténégro, A.S.M. 507/1/15. Document en russe.

11 « Une influence soviétique à 90 % en Roumanie et à 75 % en Bulgarie ; une influence occidentale à 90 % en Grèce ; et une part égale à 50-50 en Yougoslavie et en Hongrie (pour ce dernier pays le taux est porté le lendemain à 80 % en faveur de l'URSS lors d'une conversation Molotov-Eden ) » (Girault, Frank, Thobie 2005 : 112).

Yalta eut lieu avec la présence de Roosevelt, de Churchill et de Staline. Pour l'esprit romanesque, Yalta demeure le moment symbolique où le monde fut divisé en deux parties distinctes. En réalité, Yalta « est tout le contraire du partage du monde. Cette conférence est une tentative américaine de coup de frein à la division de l'Europe, telle que la dessinait naturellement la répartition des troupes victorieuses » (Girault, Frank, Thobie 2005 : 116).

Pour mieux contextualiser nos propos, nous pouvons également souligner le parallélisme et la concomitance avec la « Svolta di Salerno » du PCI et le changement d'orientation du PCF en 1944. Comme le dit Georges-Henri Soutou :

Le PCI suivit à la lettre les instructions de Staline : dès le mois d'avril 1944, il procéda à la fameuse et soudaine « *svolta di Salerno* », par laquelle il renonçait à exiger l'abdication du roi et décidait d'entrer dans le gouvernement Badoglio... Le PCF suivit également les instructions de Staline ; au moins en partie, et on notera le synchronisme avec le PCI : le 4 avril 1944, deux de ses membres entraient au CFLN (le gouvernement de de Gaulle à Alger) (Soutou 2001 : 58-62).

De même, les communistes grecs suivirent à la lettre « les conseils fraternels » de Moscou en 1944 en adoptant une stratégie dualiste qui visait à la fois l'adaptation à la politique de l'URSS et la révolution beaucoup plus radicale qui devait attendre un moment international plus favorable.

### 3. Le contexte international : l'URSS et la Grande-Bretagne

La correspondance entre Staline et Churchill est suffisamment parlante. En apparence, Churchill posa la question grecque du point de vue moral. Voici sa pensée :

En ce qui concerne votre allusion à la Grèce et à la Belgique, je reconnais les égards que vous avez eus pour moi quand il nous a fallu intervenir avec des forces armées considérables pour briser l'attaque de l'EAM-ELAS contre le siège du gouvernement à Athènes. [...] En Grèce, nous ne recherchons rien d'autre que l'amitié de ce pays (Correspondance secrète : De Staline avec Roosevelt, Churchill, Truman et Attlee, 1941-1945, 1968 : 200).

La réponse de Staline fut celle-ci :

La question de la Pologne joue dans la sécurité de l'Union soviétique le même rôle que la Belgique et la Grèce dans celle de la Grande-Bretagne [...]. À part toute autre considération, le sang, qui a été abondamment versé par les Soviétiques pour la libération de la Pologne, nous oblige à maintenir notre point de vue. J'ignore si en Grèce on a créé un gouvernement vraiment représentatif et si en Belgique le gouvernement est réellement démocratique... Je ne comprends pas pourquoi on ne veut pas, dans la discussion de la question polonaise, tenir compte des intérêts de l'Union soviétique en se plaçant également au point de vue de sa sécurité (Truman, Roosevelt, Attlee 1968 : 184)

La protection de l'Union soviétique était une affaire prioritaire pour les décideurs soviétiques. Au niveau des relations interétatiques, celle-ci imposait l'adoption de manœuvres politiques entre les grandes puissances. Les communistes grecs savaient fort bien dès janvier 1945 que la situation internationale rendait presque impossible l'octroi de l'aide par les « Partis frères » aux maquisards communistes.

Dimitrov insista sur ce fait en proposant un repliement des forces de l'ELAS :

Une aide de la part de la Bulgarie et de la Yougoslavie qui les engagerait au côté de l'ELAS contre les forces armées anglaises, aiderait peu, aujourd'hui, les camarades grecs, alors qu'elle pourrait nuire à la Yougoslavie et à la Bulgarie. Tout cela, nos amis grecs doivent en tenir compte. Les Grecs et l'ELAS doivent orienter leur marche en partant précisément de cette situation qui ne leur est pas favorable (Chiclet 1987 : 116).

En 1944, la diplomatie stalinienne freinait les potentialités révolutionnaires en Grèce, mais les communistes grecs n'ont pas développé une politique qui aurait pu revendiquer le pouvoir. De plus, Staline l'avait dit clairement : l'Union soviétique, en reconnaissant l'intérêt particulier de la Grèce pour la sécurité britannique, décidait de s'abstenir officiellement du sort de ce pays en revendiquant ouvertement l'abstention consécutive des Anglo-Saxons dans les affaires de la Pologne.

#### 4. La nouvelle tactique de l'URSS et le KKE

Le retour de Nikos Zachariadis en mai 1945 changea les orientations stratégiques des communistes grecs. Zachariadis n'avait pas d'illusions quant au rapport des forces en Grèce. Le rapport suivant de Mikhaïl Souslov est significatif à cet égard :

Souslov  
*Strictement Confidentiel*

[...] Le camarade Zahariadis note qu'après la défaite de l'EAM en décembre 1944, le rapport de forces a été modifié en faveur de la monarchie et de la réaction. Mais le Parti communiste et l'EAM, à la suite de la reconstruction et du renforcement du travail de formation de masse, ont rapidement redémarré et non seulement ils ont regagné le terrain perdu, mais ils ont aussi considérablement élargi leur influence sur les masses<sup>12</sup>.

En 1945, les Soviétiques voulaient que la deuxième lutte armée se développe graduellement en Grèce. L'objectif était de pouvoir utiliser le cas grec comme un moyen de pression afin de le compenser avec d'autres régions du monde, à l'instar de Berlin Est, plus proche de leurs intérêts géopolitiques vitaux. En février 1946, les Soviétiques décidèrent d'aider les communistes grecs d'une manière indirecte : la décision ci-dessous se limitait simplement à la création des bureaux de presse dans les démocraties populaires. Ainsi que l'écrivit Mantchkha (Petrov) :

*Confidentiel*  
Au camarade Mirov

Il serait souhaitable :

D'informer le camarade Partsalidis par un quelconque moyen sur la question de l'accord des camarades de ces pays [Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne et Roumanie], qui visent à soutenir l'affaire de l'ouverture des bureaux de presse grecs, de manière à permettre aux camarades grecs à prendre des mesures concrètes dans cette direction, et principalement l'organisation d'un bureau de presse en Yougoslavie où existent des cadres et des moyens matériels [...] <sup>13</sup>.

---

12 RGASPI, 17/128/889. Sommaire des notes rédigé par Baranov et Mochetov (avril 1946).

13 RGASPI, 17/128/889, f. 22.

La politique extérieure soviétique dépendait des conditions fluides des relations internationales. En ce sens, le KKE et ses cadres, dévoués à l'URSS, pouvaient devenir un des moyens de la politique extérieure des Soviétiques. Encore, Zachariadis espérait-il bénéficier des contradictions entre l'Est et l'Ouest afin de réécrire l'histoire ? La direction du Parti expliqua que le peuple devait répondre à la violence d'État par les mêmes moyens. Le 2<sup>e</sup> Plénum, qui eut lieu à Athènes du 12 au 15 février 1946, entérina cette décision. La direction du KKE laissait entendre que la lutte armée des membres et des sympathisants du Parti n'était pas incompatible avec les objectifs de la direction du KKE, à condition que Moscou soit d'accord. Parallèlement, Zachariadis prit la décision de jeter sur la table la dernière carte du jeu diplomatique : l'idée de la neutralisation du cas grec fut à l'ordre du jour. Zachariadis admit que le KKE était obligé de s'adapter aux fluctuations des relations internationales :

L'évolution future de la lutte dépendra non seulement des conditions internes, mais aussi des conditions internationales. Toutefois, à l'heure actuelle [...] nous ne sommes pas en mesure d'affronter seuls tous les besoins de la lutte de guérilla<sup>14</sup>.

Toute idée liée à la neutralisation de la Grèce fut rejetée par Moscou. Malgré le fait que Dimitrov était en faveur d'un tel projet, les Soviétiques le refusèrent. Les dirigeants du KKE devaient attendre. Toutefois, ils présentèrent aux Soviétiques leurs besoins militaires immédiats. Le 3 octobre 1946, Yannis Ioannidis, qui se trouvait à Belgrade, envoya à Zachariadis une courte note dans laquelle il présentait la position des Soviétiques :

J'ai rencontré un envoyé spécial qui avait reçu le rapport écrit et fut informé oralement. [...]. Je n'ai pu rencontrer le vieux [Dimitrov] ni le maréchal [Tito]<sup>15</sup>.

En effet, Leonid Baranov, le directeur adjoint du Département d'information internationale du PCP (b), eut une rencontre officieuse avec Yannis Ioannidis et Petros Roussos qui se trouvaient en Yougoslavie. Les Soviétiques voulaient éviter leur implication directe dans la guerre civile grecque. C'est pourquoi ils n'autorisèrent pas les communistes grecs à réaliser leur voyage en URSS. Malgré le fait qu'Ioannidis et Roussos ne purent rencontrer les Yougoslaves, l'envoyé spécial soviétique, Baranov, avait déjà eu un entretien avec le Secrétaire du CC du PC yougoslave, Tito, et le ministre de l'Intérieur du pays, Rankovic. Selon une lettre récemment déclassifiée, envoyée par Souslov<sup>16</sup> à Jdanov le 7 octobre 1946, ces derniers « déclaraient qu'ils avaient la capacité et qu'ils étaient prêts à aider le CC du KKE par l'envoi des munitions et d'armes »<sup>17</sup>. En 1946, cette aide internationale fut divisée en deux « missions » : la « mission » yougoslave offrait les munitions et les armes tandis que celle de Moscou envoyait principalement des médicaments, des vêtements et de l'argent en devises.

14 Archives d'histoire sociale contemporaine, Archives du CC du KKE, ASKI, KKE, K. 383, 20/33/1.

15 ASKI, KKE, K. 146, 7/33/112.

16 En 1945, Souslov a remplacé Dimitrov à la tête du département.

17 RGASPI, 17/128/889.

La lettre suivante est révélatrice :

*Strictement confidentiel*

Au camarade A. A. Jdanov,

[...]. Selon votre directive, le directeur adjoint du Département d'information internationale du PCP (b) est allé en Yougoslavie et a rencontré deux fois les camarades Ioannidis et Roussos qui se trouvaient à Belgrade. [...]

Les camarades Tito et Rankovic ont déclaré qu'ils ont la capacité et qu'ils sont prêts à aider le CC par l'envoi des munitions et d'armes. Aussi, sont-ils d'accord pour aider à la formation [militaire] des cadres dirigeants du mouvement de guérilla, composés des forces des mêmes camarades grecs, ainsi qu'à la création d'une station de radio illégale en Yougoslavie et qu'ils n'ont pas d'objection à établir en Yougoslavie un Comité central parallèle qui sera dirigé par le camarade Zachariadis. Quant à l'aide en devises, en vêtements et en médicaments, ils nous ont demandé de vous dire qu'à l'heure actuelle ils n'ont pas de telle possibilité.

Compte tenu de la situation économique extrêmement difficile du Parti communiste et de l'impossibilité de rechercher les ressources financières nécessaires dans le pays, ainsi que de la situation difficile quant à la fourniture des vêtements et des médicaments aux insurgés, je considère qu'il est possible et nécessaire de procéder à une aide au profit du CC du Parti communiste de Grèce en devises, ainsi qu'en vêtements et en médicaments, lesquels sont essentiels pour les insurgés grecs.

M. Souslov, 7 octobre 1946<sup>18</sup>.

En 1946, militairement parlant, les communistes grecs ne pouvaient compter que sur l'aide yougoslave. En effet, la vieille obsession yougoslave, à savoir une sortie commerciale, politique et militaire au port de Thessalonique, était vraisemblablement un *quiproquo* qui justifiait l'aide fournie aux communistes grecs. Dans ces conditions, la situation de la terreur et l'abstention aux élections aboutirent à la création de l'Armée démocratique de Grèce (AD), créée officiellement le 28 octobre 1946. Mais, l'attitude du Kremlin fut réticente : en novembre 1946, Ioannidis, après avoir consulté, à Sofia, Dimitrov, qui connaissait déjà la position de Moscou, écrivit à Zachariadis la note suivante :

Niko,

Nous nous sommes rencontrés avec le Grand-père [Dimitrov] à Sofia. Selon sa propre opinion et celle d'en haut [des Soviétiques], il a insisté sur les choses suivantes : premièrement, l'hiver et la situation internationale exigent que le mouvement armé ne prenne pas une grande ampleur. Deuxièmement, le centre de gravité doit être la lutte politique de masse<sup>19</sup>.

Les Soviétiques avaient donné leur approbation à la reprise du combat, mais celui-ci « ne devait pas prendre une grande ampleur ». Or, conformément au Rapport du 7 octobre signé par Souslov, la condition préalable pour redémarrer la lutte armée était l'entente « fraternelle » entre Belgrade et Moscou. Il découle de tout cela que, du point de vue militaire et économique, le KKE était très dépendant du Parti bolchevique et des démocraties populaires.

18 RGASPI, 17/128/889, ff. 125, 126, 127.

19 ASKI, KKE, K. 146, 7/33/115. Document en grec.

## 5. La stratégie soviétique : les Balkans et l'Europe

La victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne nationale-socialiste eut comme conséquence l'irruption de Moscou dans toutes les affaires internationales du globe. Il lui fallait par conséquent développer une stratégie proportionnelle à sa grande victoire, qui lui avait valu le statut d'une grande puissance. Face à ce fait, deux tactiques furent développées : la première partait du principe du développement des contradictions au sein du bloc impérialiste en période de paix. Les initiateurs principaux de cette politique, Jdanov et Voznessenski, préconisaient la mise en place d'une stratégie diplomatique multipolaire visant à empêcher l'encerclement éventuel de l'URSS par un « front impérialiste uni » (Werth 2008 : 390). Staline et Malenkov adoptèrent une position différente : tout en mettant l'accent sur la nécessité d'éviter impérativement une confrontation rapide avec l'Occident, ils voulurent procéder à une politique de régulation bilatérale des grands enjeux géopolitiques relatifs à la sécurité de l'Union soviétique. C'est cette vision géopolitique qui triompha finalement. Ceci était l'effet des grandes pertes matérielles et humaines de l'Union soviétique. Ainsi que l'a mis en évidence Nicolas Werth :

L'Union soviétique profitait alors d'un « effet Stalingrad » tant dans les opinions publiques qu'auprès des élites des pays alliés. Et pourtant, le rapport des forces était l'un des plus mauvais qu'elle eut connu. [...] Elle était largement surclassée dans la technologie militaire par les États-Unis comme par la Grande-Bretagne. Sa base industrielle était également notoirement plus faible qu'en 1941. Il existait donc un paradoxe évident entre la situation apparente et la réalité des forces (Werth 2008 : 389).

Plus précisément, les problèmes économiques de l'URSS, l'existence de la bombe atomique, apanage des Américains jusqu'en août 1949, l'idéologie soviétique qui réclamait de contrôler chaque tendance centrifuge visant à démontrer la possibilité d'une voie alternative vers le socialisme, autre que celle prônée par Moscou, ainsi que « l'idiosyncrasie » du généralissime ne favorisaient pas la mise en œuvre d'une politique « aventuriste ». Au contraire, ces problèmes objectifs mettaient au centre du débat la mise en place d'une politique prudente ayant comme objectif la formation des projets de déstabilisation de l'adversaire de manière déguisée. Il faut ajouter que les Soviétiques ne semblaient pas avoir un seul projet pour la Grèce, mais, au contraire, plusieurs alternatives politiques examinées en fonction des résultats militaires de l'AD. La politique du KKE oscillait entre le national et l'universel en s'accordant à la stratégie extérieure de l'URSS. Il s'agit d'un fait reconnu par Zachariadis lui-même après la défaite définitive de l'AD. Le témoignage de Stelios Giatroudakis est significatif :

Après la retraite de 1949 nous sommes allés à la ville de Burrel en Albanie où eut lieu une conférence des cadres et Zachariadis nous dit : « nous avons rempli notre devoir internationaliste » [...].

Il a été dit officieusement que Staline voulait la guerre civile grecque pour que la Yougoslavie et l'Albanie soient libres [...]. Pour que les Anglo-américains s'occupent de nous et pour que les jeunes démocraties populaires puissent construire leur socialisme librement et sans tracasserie [...] <sup>20</sup>.

20 Entretien avec Stelios Giatroudakis, 5 mars 2011.

## 6. La guerre par procuration : Moscou et Washington sur le sol grec

En 1947, l'aide des démocraties populaires fut beaucoup plus audacieuse qu'en 1946. Les États-Unis connaissaient déjà le degré de l'aide fournie par les États balkaniques du nord, alliés de Moscou. Ainsi que l'a dit Marshall à Austin, l'ambassadeur américain auprès de l'ONU :

Le gouvernement et le parti communiste de Yougoslavie, et dans une moindre mesure ceux de la Bulgarie et d'Albanie, ont mené des activités sous la direction de l'URSS dont le but est 1° de séparer la Macédoine du reste de la Grèce afin de transformer la Macédoine grecque en une partie d'un nouvel État macédonien et 2° de créer éventuellement dans le reste de la Grèce un gouvernement contrôlé par les communistes qui forcerait la Grèce dans un bloc balkanique dominé par les Soviétiques. Ces activités ont inclus l'envoi d'armes et de matériel militaire aux partisans grecs, la formation et l'envoi à la Grèce des renforts pour les guérilleros grecs et l'extension de l'aide par le biais de nombreux autres moyens pour le mouvement subversif communiste grec.<sup>21</sup>

En effet, « le plan Lacs », adopté par la conférence militaire du 3<sup>e</sup> Plénum en septembre 1947, prévoyait entre autres :

La création d'un espace libre dans la région de Macédoine et la libération de la région Macédoine-Thrace avec comme centre la ville de Thessalonique<sup>22</sup>.

En décembre 1947, le Gouvernement démocratique provisoire (GDP) fut proclamé par le KKE. En Pologne, le comité polonais d'assistance à la Grèce vit le jour. L'aide militaire de la Pologne suivit la voie suivante : les bateaux polonais traversaient secrètement les ports des pays baltes et, de là, arrivaient en Grèce par le territoire albanais. Cependant, au niveau international, la situation n'était pas moins compliquée pour les maquisards grecs : les exhortations diplomatiques de l'URSS furent, en partie, éclipsées par le rapport de l'UNSCOB<sup>23</sup>. À l'occasion de cette percée diplomatique, Marcos Vafiadis, le chef de l'AD jusqu'en 1948, demanda officiellement le retour à la paix au nom du GDP. En 1948, la situation internationale devint encore plus compliquée. Le ministre des Affaires étrangères du GDP, Roussos, expliqua les difficultés de cette période :

Certes, nous avons reçu, en dehors de l'aide matérielle des peuples et du soutien politico-moral inconditionnel des peuples et des gouvernements amicaux, le soutien diplomatique indirect des gouvernements amis du camp anti-impérialiste et de l'URSS en particulier (Archiotaxio 2000 : 7).

---

21 Foreign Relations of the United States (FRUS), Near East and Africa, Volume V, p. 867. 501 BC/Greece6-2647 : Telegram, the secretary of State to the United States Representative at the United Nations (Austin), Washington, June 26, 1947 – 6 p.m.

22 ASKI, KKE, K. 383, 20/33/33.

23 *United Nations Special Committee on the Balkans* (Comité spécial des Nations Unies pour les Balkans). Sur ce sujet, voir <<http://search.archives.un.org/administrative-files-united-nations-special-committee-on-balkans-unsco>>

Cette réalité résultait de la tactique du Kremlin face à la guerre civile grecque. Le document suivant, écrit par Souslov en 1948, est suffisamment parlant à cet égard :

Il est nécessaire de séparer l'aide aux partisans de la reconnaissance officielle du gouvernement de Marcos. Le camarade Rákosi est d'accord avec cette remarque (Kontis, Sfetis 2006 : 241).

Dans ces conditions, Marcos proposa l'ouverture des négociations afin de franchir les premiers pas relatifs à la mise en pratique d'une réconciliation. Face à ces événements, le gouvernement d'Athènes durcit le ton. La détermination inflexible de ce dernier à mettre au pas les forces de l'AD se manifesta clairement au niveau militaire : le 20 juin 1948, les avions Spitfighter de l'Armée nationale larguèrent les premières bombes incendiaires au napalm (Jones 1989 : 293). Cependant, la politique extérieure de l'Union soviétique prit un tournant défensif. L'objectif principal de cette nouvelle stratégie partait du principe de la protection des frontières de cet immense pays. La création du Kominform (1947-1956) visait à donner une cohésion à la politique des États socialistes. Dans un tel contexte historique, l'économiste soviétique Eugène Varga exprima, en 1947, sans ambages, les priorités géopolitiques du Kremlin :

Le régime actuel de ces pays [des démocraties populaires] est une garantie résidant en ceci : ces pays empêcheront n'importe quelle puissance d'attaquer l'URSS en utilisant ces pays comme bastions de guerre. Pour cette raison, l'Union soviétique veut que ces pays soient, économiquement, politiquement et militairement, les plus puissants possible [...] <sup>24</sup>.

Une des réalités de la guerre civile fut l'approvisionnement et le ravitaillement de l'AD par les démocraties populaires. L'entente soviéto-yougoslave, entérinée par le traité d'amitié et d'assistance du 11 avril 1945, fut un élément décisif dans la reprise du conflit du côté des communistes grecs. Or, en 1948, Tito et Dimitrov commencèrent à faire campagne pour une fédération balkanique entre la Yougoslavie, la Bulgarie et une partie de la Macédoine hellénique. En même temps, l'ambassadeur soviétique, Anatoli Lavrentiev, avait indiqué à Staline que les instances décisionnaires de Tito méprisaient les conseils du grand « frère », même sur les sujets les plus cruciaux. Le 29 janvier 1948, la *Pravda* publia un article qui adoptait une argumentation différente :

[...]. Ce dont ils ont besoin [la Yougoslavie et la Bulgarie] c'est de consolider et de défendre leur indépendance et leur souveraineté, en mobilisant et en organisant intérieurement les forces démocratiques de leurs peuples respectifs [...] (Marcou 1977 : 187).

Le 10 février 1948, Staline convoqua une conférence soviéto-bulgaro-yougoslave au cours de laquelle il proposa la construction d'une fédération bulgaro-yougoslave. Le 1er mars, la Yougoslavie refusa la proposition soviétique en rejetant le projet de la fédération entre Belgrade et Sofia. De mars à juin, une crise du camp communiste engendra de fortes dissymétries et des tensions au sein du Kominform. Le 28 juin 1948, la Yougoslavie fut exclue du Kominform, au cours d'une réunion du Bureau d'information des Partis communistes qui eut lieu à Bucarest. Cette situation ne fit qu'aggraver sérieusement la position du KKE. Cette condamnation signifiait en réalité la fin de la guérilla, du moins sous sa forme précédente.

24 Revue *Morfossi*, 1947 : 202.

C'est dans ces conditions que Zachariadis écrivit à Staline :

*Strictement confidentiel*  
Au Comité central du PCP (b)

[...]

1. [...]. Les cadres dirigeants du PCY ont exprimé à plusieurs reprises le point de vue que le KKE a suivi une politique fondamentalement fautive et dangereuse, surtout durant l'occupation allemande [...]
2. Cette critique de la politique du KKE par les cadres dirigeants du PCY est passée à l'arrière-plan du fait que le KKE a repris la lutte armée contre les monarcho-fascistes et les impérialistes anglo-américains. Le PCY nous aidait et nous aide maintenant par [la livraison] d'armes, de munitions, de nourriture et de vêtements. [...]. Or, les camarades yougoslaves ne nous ont jamais donné l'occasion de prendre la pleine responsabilité du contrôle du stockage et du transport du matériel [...]
3. Le 10 et 12 juin, j'ai rencontré à Belgrade les camarades Djilas et Rankovic. [...] Le camarade Rankovic, à la suite de notre demande, a envoyé son représentant pour la réception du matériel. Sa visite n'a pas eu le résultat attendu, car les camarades tchécoslovaques ne veulent pas nous fournir du matériel via la Yougoslavie en raison de leur méfiance vis-à-vis des Yougoslaves. Les camarades hongrois et roumains continuent à nous fournir du matériel via la Yougoslavie.
4. Les camarades yougoslaves ont toujours exprimé leurs griefs contre les autres partis communistes et en particulier contre le Parti communiste de Tchécoslovaquie et de Bulgarie, car ils n'aident pas du tout, ou très peu, la Grèce démocratique. [...]
5. En juillet 1947, quand je suis rentré de Moscou, j'ai dit au camarade Tito que l'Union soviétique aidera la Grèce démocratique. En répondant à cela, le camarade Tito a dit : « Il est évident que le camarade Staline n'est pas devenu opportuniste ». Je lui ai répondu qu'une telle pensée ne m'était jamais venue à l'esprit. [...]
6. Au début de mars 1948, je suis arrivé avec le camarade Ioannidis à Belgrade où j'ai eu un entretien avec les camarades Tito, Kardelj, Djilas et Rankovic. Lors de cette conversation, les camarades Djilas et Rankovic nous ont dit qu'ils étaient allés à Moscou et qu'ils avaient eu des entretiens avec le camarade Staline, et que le camarade Staline avait exprimé ses doutes sur le succès potentiel de la lutte du KKE. [...] Le camarade Kardelj a également dit que le camarade Staline avait mis en garde les camarades yougoslaves : si les Yougoslaves, en aidant la Grèce démocratique, s'engageaient dans une guerre contre les Anglo-Américains, l'Union soviétique ne fournirait aucune aide en Yougoslavie. [...]

Avec mes salutations fraternelles

Nikos Zachariadis<sup>25</sup>, 15 juin 1948

La Yougoslavie procéda, à partir de ce moment, à une politique d'obstruction en arrêtant pratiquement son aide militaire directe. Comme le dit le représentant du KKE en Yougoslavie, Ilias :

Ce dernier temps, les difficultés et les obstacles ont atteint un point culminant. Ils ont cessé de recevoir les blessés sous prétexte qu'ils n'ont pas de place. Ils ont cessé d'approvisionner nos blessés en Yougoslavie. Ils ont coupé notre liaison avec le Quartier Général de Kaïmakchalan et ils ont fermé le canal au transport du matériel à Kaïmakchalan au moment le plus critique, juste au moment où avaient commencé les opérations.

---

25 ASKI, KKE, K. 383, 20/33/55.

Malgré tous nos efforts de les persuader de faire accepter les blessés et de nous permettre d'envoyer quelques munitions à nos détachements de Kaïmakchalan, qui luttèrent depuis un mois et demi et n'avaient plus de munitions, ils n'ont même pas voulu discuter cette question...  
11 octobre 1948<sup>26</sup>.

Le 28 et le 29 juillet 1948 eut lieu le 4<sup>e</sup> Plénum du CC du KKE à Grammos. Malgré le fait qu'au début, Zachariadis ne dénonça pas publiquement le PCY, il se lança dans une entreprise de plaidoirie en faveur de la politique menée par Moscou. Ces troubles internationaux arrivèrent au moment le plus difficile de la guerre : les batailles du 21 juin aux alentours de Konitsa et celles du 27 juin près des monts de Grammos-Smólikas ne permirent pas aux royalistes de porter un coup décisif aux partisans de l'AD. Mais ces batailles mirent en évidence l'infériorité matérielle des forces communistes :

Opérations militaires au Pinde du Nord

Du 15 au 30 juin 1948

[...] L'ennemi, en dehors de sa supériorité numérique, a aussi une grande supériorité en ce qui concerne les moyens techniques, en particulier l'artillerie [...] et l'aviation qui n'existe pas du tout pour les partisans [...]. Il est à noter qu'il y a un manque considérable d'obus de 75 mm pour les canons de montagne, de grenades « Mills », de balles pour les mitrailleuses automatiques « Sten » et « Steyr », de chaussures, de nourriture sèche, [...] de viande en conserve, de transmissions, de sans-fil, de chargeurs pour les batteries, de matériels pour les ingénieurs<sup>27</sup>.

Comment les Adartès réagirent-ils à ces difficultés ? Par un profond désarroi, à en juger d'après les nombreux rapports sur l'état des « sections de l'État-major en Macédoine centrale ». Voici le rapport suivant de V. Bartziotas :

Les denrées alimentaires dans les sections d'État-major de la Macédoine centrale sont en très mauvais état. Les céréales ne suffisent que pour trois jours... Pour trouver du pain, les Adartès se lancent souvent dans des raids. Au moment le plus critique de la bataille, ils quittent leur poste et entrent dans les maisons pour trouver du pain et d'autres aliments... Cette façon de satisfaire la faim affecte négativement l'issue de la bataille et laisse de mauvaises impressions sur le peuple. À part ça, cela affaiblit le moral des Adartès... 29 décembre 1947, Bartziotas<sup>28</sup>.

Une remarque s'impose ici : certains historiens grecs, à l'instar de Nikos Marantzidis et Kostas Tsivos (Marantzidis, Tsivos 2012 : 37-38), soulignent les proportions gigantesques de l'aide matérielle fournie par les démocraties populaires et l'Union soviétique. Leurs hypothèses se basent, pour la plupart, sur des rapports diplomatiques trouvés dans les démocraties populaires. Si importants que soient ces documents, il faudrait les comparer avec les archives du KKE. Le document suivant, contrairement à ce qui a été évoqué par ces historiens, souligne à nouveau l'incertitude quant à la livraison des armes et les difficultés engendrées après la scission entre Belgrade et Moscou :

26 RGASPI, 17/128/479., f. 158. Document en grec. Quatre pages dactylographiées. Voir aussi : RGASPI, 17/128/479 f. 23. Manuscrit. 8 pages. En français dans le texte.

27 ASKI, KKE, K. 383, 20/33/56.

28 ASKI, KKE, K. 383, 20/33/48, Deux pages dactylographiées.

Au Comité central du Parti bolchevique

[...]. La situation en Yougoslavie rend notre travail encore plus difficile. Nous vous prions de répondre aux questions suivantes : 1° Nous voulons savoir si vous pouvez entreprendre la coordination de l'aide qui vient de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, à savoir si vous pouvez, en coopération avec les directions des Partis communistes des pays mentionnés ci-dessus, rassembler tout le matériel qui nous est destiné, puis nous l'envoyer. 2° Nous voulons savoir si vous pouvez nous envoyer ce matériel par la voie aérienne en Albanie [...]. 3° Nous voulons savoir si vous pouvez nous envoyer immédiatement par avion 10.000 obus de 75 mm pour les canons de montagne allemands. [...] 4° Nous voulons savoir si vous pouvez nous envoyer immédiatement 10.000 brodequins de montagne. 5° Nous vous prions d'apprendre qu'en est-il du matériel, des vêtements, promis d'être envoyés par le camarade Berman, membre du CC du Parti ouvrier polonais, à notre camarade Zachariadis [...]. 6° Nous vous prions de nous informer en détail sur ce dont vous disposez, de votre côté, pour notre aide. Nous attendons votre réponse.

Marcos<sup>29</sup>, 25 juillet [1948]

## 7. Les Soviétiques et les communistes grecs

En 1949, la situation fut dramatique pour les communistes grecs. La lettre suivante de Yannis Ioannidis met en évidence la difficulté de la lutte armée pour le KKE après la rupture yougoslavo-soviétique :

Respecté camarade Souslov,

Je vous prie de me recevoir un certain temps afin de porter à votre connaissance les questions suivantes de la part du BP du CC du KKE et du camarade Zachariadis en personne.

1. La question de l'envoi des canons de montagne et d'autres matériels de guerre, qui auraient dû être envoyés à la fin de janvier 1949 et n'ont pas encore été envoyés.
2. La question du transfert de benzine par un port roumain.
3. La question des transferts en général !
4. La question de l'enrôlement des Macédoniens de la Macédoine grecque qui sont réfugiés en Yougoslavie et la demande yougoslave pour avoir des entretiens avec l'un des camarades de la direction du KKE : Zachariadis, ou Ioannidis, ou Marcos...

Yannis Ioannidis<sup>30</sup>, Moscou, le 16 mars 1949

Compte tenu de ces faits, nous pouvons dire que dans l'aire de l'Europe occidentale comme dans le reste du globe, les Soviétiques ne fixaient pas leur stratégie selon les développements ou, à l'inverse, les retards des mouvements révolutionnaires. Comme en témoigne la source ci-dessus, cinq mois avant la fin de la guerre civile, les communistes grecs attendaient en vain la réalisation des promesses soviétiques. Dans ces conditions politiques, la mission américaine de l'aide à la Grèce (AMAG - American Mission for Aid to Greece), sous la direction de Dwight Griswold, s'efforça de mettre en exécution la doctrine Truman. Comme l'a écrit William H. McNeill « La première phase de l'aide américaine [en Grèce] était militaire, et tous les autres objectifs devaient attendre » (McNeill, 1957 : 38).

---

29 ASKI, KKE, K. 383, 20/33/54.

30 ASKI, KKE, K. 383, 20/33/71.

La doctrine Truman et le Plan Marshall contribuèrent essentiellement à la radicalisation du conflit et à sa transformation en guerre totale. Le 11 août 1949, la chute du mont I685 de Vitsi, du bastion Tsouka ainsi que la retraite des Andartès de l'AD vers l'Albanie entérinèrent l'effondrement du front septentrional de l'Armée démocratique. Il s'agit pratiquement de la fin de la guerre : l'Armée démocratique était obligée de se réorganiser sur un territoire dont les hauteurs furent carbonisées par l'utilisation massive des bombes incendiaires au napalm.

## 8. Conclusion

En 1944, les communistes grecs ont accepté les conseils soviétiques et ont adhéré au gouvernement d'union nationale de Papandreu. Les émeutes de décembre 1944 étaient un message « par procuration » des Soviétiques qui avertissaient les Anglais : s'ils voulaient contrôler la Grèce et protéger leur empire, ils devaient s'abstenir de la Pologne. La lettre inédite de Souslov, en octobre 1946, met en évidence le degré graduel d'intervention de Moscou dans les affaires de la Grèce. Les documents présentés ici parlent clairement d'une réévaluation à la hausse de l'aide « internationaliste », fournie tant par l'URSS que par les démocraties populaires. Cependant, cette aide, matérielle, logistique, technique et politique, n'était pas proportionnelle à celle envoyée par Washington à l'Armée nationale et au gouvernement d'Athènes. Nikos Marantzidis écrivit à ce propos :

Le 8 septembre 1948 s'est réalisée à Varsovie, sous la supervision soviétique, une réunion entre les représentants de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie avec les représentants du KKE Yannis Ioannidis et Petros Roussos. Les participants à la réunion... donnèrent des garanties pour la pleine satisfaction des besoins de l'AD... Conformément aux archives tchèques, le ministère de la Défense de ce pays avait fixé comme budget, destiné à l'aide matérielle de l'A.D., 1 billion de couronnes (15 millions de dollars). Environ 75 % de ce montant fut utilisé (Marantzidis 2010 : 35-36).

Or l'ouverture graduelle des archives russes réfute entièrement ces données. Le fonds Molotov présente une réalité différente, comme le montre ce texte, émanant du rapporteur du PCUS Mantcha :

Le 10 mars 1949 a eu lieu la 4<sup>e</sup> réunion des représentants des Comités centraux des partis frères de la Roumanie, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Grèce, pour la coordination de la question de l'octroi de l'aide et de l'acquisition des moyens de transport. Y ont participé : du côté polonais : le Général Komar et le major Borchovitch ; du côté tchécoslovaque : les camarades, Geminder et les colonels Pal et Gregor ; de la Hongrie : les camarades Sebech et Fodor ; de la Roumanie : les camarades Mogioroch et Youlian ; de la Grèce : les camarades Ioannidis, le colonel Ilias Karas (Stavros) et Roussos. La question inscrite à l'ordre du jour était la participation de chaque Parti à la création d'un Fonds pour l'achat de l'extérieur de matériel en pénurie dans les démocraties populaires.

Les déclarations faites sont celles-ci :

1. Le CC de la Pologne a alloué au Fonds 2 millions de dollars.
2. Le CC de la Hongrie a alloué 500.000 dollars.
3. Le CC de la Tchécoslovaquie et de la Pologne ont déclaré qu'ils ne peuvent pas allouer des devises.

Un comité spécial de cette réunion, qui a étudié la question de l'approvisionnement de l'étranger, à savoir les pays capitalistes, a constaté que, en laissant de côté la question des armes et des munitions, pour l'achat d'autres matériels, il était nécessaire d'avoir 10 millions de dollars.

Par conséquent, en raison de l'insuffisance du montant que les Partis ont déclaré qu'ils pouvaient allouer au Fonds (2,5 millions de dollars), la réunion a décidé de procéder à l'achat d'une quantité *minime* de matériel, et surtout des véhicules automobiles, du matériel de communication, des couvertures pour les hôpitaux et du savon...<sup>31</sup>.

Conformément aux données du ministère des Affaires étrangères hellénique, l'aide américaine pendant la période 1944-1951, soit avant et pendant la doctrine Truman et le Plan Marshal, était de 559,4 millions de dollars et consistait, entre autres, en l'octroi du matériel de guerre suivant :

47 appareils Dakota, 10.639 véhicules... 4.030 armes à feu... 159.922 camions, 45.400.000 gallons d'essence, 5.549.929 armes à feu et munitions, 445.042.245 armes légères et cartouches de fusil, 1.140 détecteurs de mines, 7.063 appareils sans fil, 15.119 miles de téléphones filaires, 1.759.843 paires de bottes, 1.137.894 chemises en laine, 76.364 tonnes métriques d'avoine (Tomai-Konstantopoulou *et al.* 2002 : 93-96).

À la lumière de ces sources, nous pouvons dire que l'aide, tantôt indirecte, tantôt directe, de l'URSS était, certes, indispensable pour la reprise du conflit fratricide en Grèce, mais entièrement disproportionnée par rapport aux besoins matériels de la lutte des maquisards grecs et à l'aide fournie par les Américains. Les raisons de cette attitude soviétique découlaient, d'une part, du fait que le rapport des forces, tant militairement qu'économiquement, était l'un des plus mauvais qu'elle eut connu et de l'autre, parce que les intérêts géopolitiques du Kremlin n'étaient pas forcément compatibles avec la prise du pouvoir par l'Armée démocratique. Après la scission entre Moscou et Belgrade, l'intervention directe de l'URSS dans la guerre était plus que jamais indispensable. Néanmoins, cette éventualité fut catégoriquement exclue par les Soviétiques, du moins d'après la source exposée plus haut où Souslov parle de la nécessité « de séparer l'aide aux partisans de la reconnaissance officielle du gouvernement de Marcos ». D'où il en résulte que l'aide considérable fournie par Moscou aux maquisards grecs constituait un « Cheval de Troie » soviétique imposé dans les entrailles des Occidentaux, en vue de gagner du temps et consolider vraisemblablement le « glacis » continental de Moscou. Le fait que l'évacuation communiste vers l'Albanie commença le 29 août 1949, le même jour où l'URSS effectua son premier essai réussi d'une arme atomique à Semipalatinsk, en République socialiste soviétique kazakhe, confirme cette hypothèse. En ce sens, la guerre civile grecque aida considérablement les Soviétiques à changer, militairement, le rapport des forces dans les relations interétatiques, et, en même temps, confirma la création d'un monde bipolaire.

---

31 RGASPI, 82/2/1186, ff. 101, 102. Rapport d'information, signé par Mancha le 11 avril 1949.

## Renvois bibliographiques

- Ambassadeur MacVeagh Reports, « Greece, 1933-1947 », Princeton : Princeton University Press, 1980.
- Chiclet Christophe, *Les communistes grecs dans la guerre*, Paris : L'Harmattan, 1987.
- Kentriki Epitropi, *KKE, Episima Kimena tomos VI* [Comité central du KKE, « Textes officiels », Volume VI]. Athènes : Synchroni Epochi, 1987.
- Girault René, Frank Robert, Thobie Jacques, *La loi des géants*, Paris : Payot, 2005.
- Jones Howard, *A new kind of war, America's global strategy ant the Truman Doctrine in Greece*, New York : Oxford University Press, 1989.
- Iatrides John, *Revolt in Athens – The Greek communist “Second Round” 1944-1945*, Princeton : Princeton University Press, 1972.
- Kalyvas Stathis, *Emfyilia Pathi*, [Les passions de la guerre civile], Athènes : Metaixmio, 2016.
- Kontis Vasilis, Sfetas Spyridon, *Emfylíos Polemos, egrafa apo ta yougoslavika kai vougárika archia* [Guerre civile, documents des archives yougoslaves et bulgares], Thessalonique : Epikentro, 2006.
- Marantzidis Nikos, *Dimokratikos Stratos Elladas* [L'Armée démocratique de Grèce], Athènes : Alexandria, 2010.
- Marantzidis Nikos, Tsivos Kostas, *O ellinikos emfylios polemos kai to diethenes kommounistioko sistima* [La guerre civile grecque et le système communiste international], Athènes : Alexandria, 2012.
- Marcou Lilly, *Le Kominform*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.
- Mastny Vojtech, *The Cold War and Soviet Insecurity*, Oxford : Oxford University Press, 1998.
- Papadatos Nikos, *Akros Aporito : Oi sxeseis ESSD-KKE, 1944-1952* [Strictement confidentiel : les rapports entre l'URSS et le KKE, 1944-1952], Athènes : KPSM, 2019.
- Soutou Georges-Henry, *La Guerre de Cinquante Ans*, Paris : Fayard, 2001.
- (Staline), *Correspondance secrète : De Staline avec Roosevelt, Churchill, Truman et Attlee, 1941-1945*, Paris : Plon, 1968.
- Tomai-Konstantopoulou Fotini (dir.), *I Ellada sto metechmio enos neou kosmou* [La Grèce au bord d'un nouveau monde], Athènes : Kastaniotis, 2002.
- Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique, de l'empire russe à la Communauté des États indépendants 1900-1991*, Paris : PUF, 2008.
- Zachariadis Nikos, *Dialekta Erga, arthra kai logoi* [Œuvres choisies, Articles et Discours], Athènes : Synchroni epochi, 1951.
- Zubok Vladislav, Pleshakov Constantine, *Inside the Kremlin's Cold War*, Cambridge, MS : Harvard University Press, 1996.
- Zubok Vladislav, *Neudavšajacija Imperija*, [L'empire échoué], Moscou : Rossijskaja Političeskaja Enciklopedija, 2011.